

## ■ Chronique | Universités

# L'extérieur affecte l'intérieur

Julien Vandernoot, Jonathan Bauweraerts et Antoine Buchet

Premiers assistants et docteurs en Sciences économiques et de gestion, Faculté Waroqué (FWEG) – UMONS

Chercheur-doctorant en Sciences politiques et sociales, FWEG – UMONS

► L'influence économique de l'étranger n'est pas à sous-estimer.

► Le fait pour la Belgique d'être une économie ouverte a ses avantages et ses inconvénients.

On parle beaucoup des effets des mesures économiques prises par le gouvernement. Mais ne faut-il pas également prendre en compte les effets des politiques économiques menées par d'autres Etats ? En outre, on entend souvent dire que la Belgique est une petite économie ouverte, à savoir une économie présentant un large degré d'ouverture sur l'extérieur.

Nous avons pu constater l'influence des politiques économiques étrangères en Belgique lors de la période de crise gouvernementale entre 2010 et 2011 qui a vu les performances de l'économie belge être moins mauvaises que celles de certains pays européens alors même que le gouvernement en affaires courantes ne pouvait prendre aucune mesure d'importance, y compris en matière économique. Une explication à ce phénomène réside dans le fait que la situation économique belge a été influencée par les mesures prises par d'autres pays, ce

qu'on appelle communément les effets de débordement.

Une circonstance où le rôle de l'étranger est à ne pas sous-estimer a été constatée lors de la récente décision du gouvernement fédéral d'accroître de façon substantielle les accises sur l'alcool et le tabac. Le gouvernement escomptait alors, de façon naïve, une augmentation majeure des recettes étatiques en découlant. C'était sans compter sur la propension des consommateurs à franchir la frontière pour aller s'approvisionner outre-Quévrain. Ces com-

portements ont eu pour impact qu'au lieu de percevoir 212 millions d'euros de plus en matière d'accises liées à l'alcool en 2016 par rapport à 2015, objectif annoncé, l'Etat fédéral n'a en fait récolté que 51 millions d'euros de plus et a même subi une perte de 22 millions d'euros si on intègre la diminution des recettes de TVA de 73 millions d'euros<sup>(1)</sup>.

En la matière, d'ailleurs, il aurait peut-être été plus sage de se souvenir de la fameuse expérience où une grenouille vivante, plongée dans une casserole d'eau bouillante, en ressort immédiatement, alors que la même grenouille, plongée dans une eau froide portée lentement à ébullition ne songe pas à s'enfuir, se laissant piéger. Si l'augmentation des accises avait été progressive, les consommateurs auraient vraisemblablement continué à réaliser leurs achats d'alcool et de tabac en Belgique sans songer à aller voir si l'herbe était plus verte ailleurs.

Mais laissons les grenouilles et revenons à nos moutons. Le fait d'être une petite économie ouverte permet à la Belgique de pouvoir exporter une part importante de sa production mais lui impose également d'être compétitive afin de ne pas voir ses entreprises nationales concurrencées par d'autres qui produiront des produits du même ordre, moins chers, ce qui aura alors pour conséquence de voir les consommateurs et entreprises acheter des biens produits par des entreprises étrangères plutôt que par des entreprises nationales. Certains Etats ou entités publiques tentent de

lutter contre ce phénomène en stimulant le patriotisme économique dans le chef des consommateurs et des entreprises, c'est-à-dire la volonté de privilégier les produits nationaux, dans une volonté patriotique. Les résultats de telles mesures sont parfois positifs si l'on en croit de récentes études sur le sujet mais sont parfois insuffisants.

Sur le plan de la compétitivité, une tentative pourrait alors être de la restaurer en baissant les salaires ou en ne les augmentant pas pendant un

certain laps de temps. Il ne faut cependant pas oublier que ce sont notamment les travailleurs qui consomment et que réduire leur revenu disponible diminue immanquablement leur consommation, ce qui diminue la demande adressée aux entreprises... Bref, la situation n'est pas simple et demande beaucoup d'ouverture... d'esprit.

→ (1) Lauwers M., "La hausse des accises sur l'alcool a coûté 22 millions à l'Etat", L'Echo 17 janvier 2017

*“Nous avons pu constater l'influence des politiques économiques étrangères en Belgique lors de la période de crise gouvernementale entre 2010 et 2011.”*